Maurice Cukierman

AU CAPITALISME EN CRISE GÉNÉRALE UNE SEULE ALTERNATIVE:

LE SOCIALISME !

La victoire temporaire de la contre-révolution n'a pas modifié le caractère de notre époque : c'est celle du passage du capitalisme au socialisme. L'aiguisement de la crise générale du capitalisme dans la dernière période, met à l'ordre du jour pour les communistes la nécessité de poser la question de la révolution nécessaire pour renverser le capitalisme devant la classe ouvrière et les masses, et de définir leur stratégie en fonction de cet objectif.

Le capitalisme est obsolète

Le capitalisme a joué un rôle fondamental dans le développement de l'humanité : il a tiré de l'abrutissement[1] séculaire des centaines de millions d'individus, développant les sciences, les forces productives. Mais avec l'émergence du capitalisme de monopoles à la fin du XIX^{e} siècle, ce que les communistes appellent l'Impérialisme, des traits de caractères se sont affirmés qui sont allés en s'accentuant.

C'est tout d'abord la tendance à la guerre, car la grande bourgeoisie (l'oligarchie financière) est en perpétuelle concurrence avec ses semblables pour s'assurer des marchés, le contrôle des matières premières et de la force de travail. Deux guerres mondiales illustrent le propos sans oublier les innombrables conflits locaux. Le développement inégal du capitalisme pousse les uns à vouloir prendre le contrôle, tandis que les autres veulent le

1[1] De fait il a brisé les liens qui existaient avec la terre, l'esprit de clocher, les liens d'homme à homme, le conservatisme des traditions, il a généralisé l'alphabétisation et créé les conditions pour que les individus puissent se débarrasser de l'obscurantisme religieux. Ce qui ne veut pas dire que les forces du capital n'ont pas tenté de s'y opposer. Au contraire, c'est une des contradictions qui explique l'intensité des luttes idéologiques et l'importance des moyens de communication sociale.

conserver. C'est ainsi que la domination des Etats-Unis ne peut masquer leur inquiétude devant leur long déclin. L'accentuation des conflits, provoqués ou utilisés par les principales puissances impérialistes, dans une vaste zone s'étendant de la péninsule arabique au Pakistan, de l'Ukraine au Yémen, de la Syrie à la Somalie et la Libye, en passant par la Palestine, l'Irak et l'Afghanistan, avec des ramifications en Afrique subsaharienne montre bien que le risque de guerre n'est pas une vue de l'esprit. L'impérialisme français est à la pointe en la matière tant par son engagement dans les conflits que par la place qu'y joue l'industrie d'armement (et le commerce qui l'accompagne). Mais si les coffres des monopoles et de l'oligarchie financière se remplissent, pour autant ce type d'activité ne débouche pas sur la création de richesses sociales mais sur la destruction de celles-ci. Pour les bourgeoisies monopolistes, la guerre c'est aussi écarter le risque de la révolution en suscitant le chauvinisme, la collaboration de classe, la division du prolétariat (entre nationalité). La guerre localisée où les différents impérialismes s'affrontent indirectement, y compris quand ils sont « dans le même camp », l'histoire l'a montrée, risque de déboucher sur un conflit général qui pourrait être fatal à l'humanité. Le capitalisme débouche tendanciellement sur la barbarie.

Mais le caractère dépassé de ce système ne se limite pas à cela. Les lois même de développement du capitalisme le rongent comme un cancer. Les contradictions se multiplient. Ainsi le progrès se heurte à la loi du profit. Par exemple, d'un coté on invente l'informatique, on met internet en place, mais de l'autre, on multiplie les obstacles à l'utilisation culturelle de ses outils, en s'opposant à la gratuité de l'accès aux biens, et l'on en réduit l'utilisation au commerce, tandis qu'on en profite pour tenter d'étouffer l'esprit critique, et économiser sur l'Education. Dans la production l'automatisation est freinée, voir gelée, car le travail non qualifié permet une meilleure rentabilisation du capital.

Le taux moyen de profit espéré par les capitalistes s'affaiblit par une accumulation gigantesque de capitaux constants, et du coup les capitalistes tentent de se rattraper par la course à l'augmentation de la masse des profits pour répondre aux besoins de l'accumulation. Mais cela contribue à faire baisser le taux de profit, augmentant l'importance de capitaux qui ne trouvent pas à se placer et se ruent sur la spéculation, l'usure (prêts aux Etats par

exemple, mais aussi crise des subprimes), les trafics en tout genre, provoquant un encombrement plus grand encore. Dans le même temps on comprime les salaires, les revenus de la petite bourgeoisie diminuent, et la consommation recule. Si cela augmente les profits des monopoles, en même temps, cela rétrécit le marché et les marchandises (dont la vente permet au capital de se réaliser) ne trouvant plus preneur, s'accumulent. C'est ainsi qu'alors que des centaines de millions de personnes sur cette planète n'ont pas le minimum pour survivre, que l'on procède à la destruction des richesses que le travail a créées. De la même manière que les laboratoires pharmaceutiques cessent la production de médicaments indispensables parce que, dans les pays où l'on en a besoin, on ne peut les payer au prix qu'en veulent les monopoles ! Les progrès des forces productives se traduisent par l'expulsion de centaines de millions de travailleurs de la sphère de la production sociale (et qui ne peuvent y retourner), quand l'augmentation du temps de travail est partout à l'ordre du jour ! C'est la course aux profits, et non le progrès technique, « l'inconscience des gens », qui entraine le monde vers une catastrophe écologique par la dilapidation des richesses naturelles, la gabegie permanente, l'incapacité à maitriser la nature.

Craignant que les peuples résistent, la bourgeoisie monopoliste, liquide la démocratie bourgeoise pour mettre en place des régimes technocratiques lui permettant de gouverner sans entrave : partout le parlementarisme est remis en cause, les libertés démocratiques formelles des régimes bourgeois précédents sont remises en cause, ce que montrent aussi bien la loi Macron que la réforme territoriale, que les lois qui dictent le choix de leurs candidats aux partis politiques (la fameuse parité par exemple), ou la négation des élections quand le résultat n'est pas celui attendu (les référendums[2]). L'Union Européenne est l'instrument de cette tendance à la réaction politique, permettant à la bourgeoisie des pays qui la composent, à leurs gouvernements, d'imposer les choix de l'oligarchie financière en passant par-dessus les peuples et de démolir les édifices juridiques que le mouvement ouvrier a construit par ses luttes. Cela s'accompagne par la montée en puissance des

2 Pas seulement les référendums. Pendant la campagne électorale de janvier 2015 en Grèce Wolfgang Schäuble, ministre des finances de la RFA déclare que quelque soit le résultat des élections, le futur gouvernement devrait continuer la même politique « quelque soit le gagnant des élections ». Jean-Claude Junker de son côté déclare : « N'importe quel futur gouvernement à Athènes devra respecter les accords conclus ». C'est là aussi un des services que SYRIZA a rendu à toute la bourgeoisie européenne, d'avoir confirmé ces propos !

idéologies les plus réactionnaires, l'irrationalisme, l'obscurantisme religieux, la peur du progrès, le repliement sur soi et l'individualisme, le racisme, les obsessions sécuritaires…

Le capitalisme aujourd'hui c'est « no futur » pour tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre !

La social-démocratie comme « amortisseur »

Il n'est pas difficile de comprendre que le capital, d'autant plus pour survivre dans les conditions précédemment décrites, a besoin d'un consensus sur l'existence de son système. L'autoritarisme ne suffit pas, la force brutale non plus. Et d'un autre côté en permanence le système « creuse sa propre tombe », en élargissant et en aggravant l'exploitation, aiguisant la lutte des classes. Il faut donc en permanence que le capital trouve des « amortisseurs » qui doivent absorber la colère populaire. Traditionnellement depuis un siècle ce sont les partis sociaux-démocrates et les syndicats sous leur contrôle, qui ont joué ce rôle. Ils étaient chargés de contenir la classe ouvrière en la cantonnant à la simple lutte économique (mais raisonnable), lui faisant croire qu'elle défendait ses intérêts en refusant « le tout ou rien » position attribuée aux révolutionnaires. Jusque dans les années 60, la social-démocratie bénéficiait d'une situation particulière : à la suite de la Révolution d'Octobre, de la crise de 1929, de la victoire contre le fascisme et de l'existence d'un camp socialiste, le Capital monopoliste était obligé de faire profil-bas, et donc de faire des concessions à la classe ouvrière sous peine de risques révolutionnaires. Les sociaux démocrates servaient de médiateurs pour capitaliser à leur profit les conquêtes arrachées par les luttes. Comme c'était la période de reconstruction et que l'exploitation des peuples des zones de la domination coloniale battait son plein, ce que lâchaient les monopoles et l'oligarchie ne les privait pas outre mesure.

Face au camp socialiste, au mouvement ouvrier révolutionnaire et aux mouvements de libération, la social-démocratie s'était mise au service du système impérialiste, sous la férule de l'impérialisme américain. A partir du milieu des années cinquante (1972 en France), son positionnement social dans les différents pays et son alignement sur Washington vont conduire à une modification de sa nature : de parti « ouvrier » au service de la bourgeoisie, elle va devenir un parti bourgeois (ralliant, en France notamment, des courants de la démocratie chrétienne) captant et stérilisant le mouvement ouvrier et les masses populaires. Tout en continuant à se présenter comme une alternance aux partis purement bourgeois,

les partis sociaux démocrates sont passés du statut de porte-parole de l'aristocratie ouvrière vis à vis de la bourgeoisie à celui de simple deuxième fer au feu de la politique de la bourgeoisie monopoliste pour enrayer son usure du pouvoir.

Le rebondissement de la crise générale du capitalisme, mis en relief par la crise de 1974, va contribuer à discréditer une social-démocratie apparaissant chaque fois plus, et partout où elle est amenée à gouverner, comme mettant en œuvre la remise en cause des compromis obtenus dans l'après-guerre et justifiant les contre-réformes réclamées par le patronat, se réservant quelques réformes sociétales pour donner le change. Etant donné sa base sociale d'appui électoral cela s'est traduit par des pertes électorales plus ou moins importantes, la démagogie électorale ayant ses limites (effondrement des travaillistes anglais, du PS en 2002 en France, du SPD en Allemagne[3]…).

Avec l'aggravation de la crise en 2009 en Grèce, c'est la capacité du PASOK à jouer son rôle d'amortisseur de la crise qui a été remise ne cause dans un pays où le Parti Communiste est fort et influent (mais pas assez évidemment). C'est alors que s'est révélée au grand jour avec l'appui du grand capital, une tendance du réformisme jusque là marginale : la gauche radicale (SYRIZA) ! Tout comme la social-démocratie en son temps, elle plonge ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire. SYRIZA est en effet l'avatar de la tentative de destruction du Parti Communiste de Grèce (KKE) de la part d'un groupe opportuniste en 1968, en pleine dictature des colonels ! Antisoviétique, développant des thèses petites bourgeoises sur le marxisme et le socialisme, camouflant mal son abandon de toutes perspectives révolutionnaires, ce groupe rallia l'Eurocommunisme, recevant un soutien sans faille du PCE et du PCI. Il rassembla autour de lui des éléments venus du trotskisme, du maoïsme et, après la chute de l'Union Soviétique, d'un nouveau groupe d'opportunistes qui capitulait devant la défaite. Ils formèrent le groupe SYNAPISMO qui devint par la suite SYRIZA. Ce courant se dévoila en 1992 en soutenant le traité de Maëstricht et en reprenant dès le début la

3 Attention cependant, cela ne veut pas dire que le mouvement est linéaire. La social-démocratie ne fait certes plus rêver mais pour autant elle continue à illusionner, notamment à la suite du renversement du socialisme en Europe et de la faiblesse du mouvement ouvrier révolutionnaire qui en a résulté. Simplement ce que nous voulons signifier c'est que lorsque la crise dévoile la nature de classe de la social-démocratie, qu'elle est contestée par sa base sociale d'appui, que la crise devient politique, la social-démocratie traditionnelle peut être balayée, sans pour autant que la classe ouvrière et les couches populaires ne se débarrassent des illusions réformistes.

démagogie sur « l'Europe sociale », sur le caractère irréversible et « progressiste » de l'Union Européenne. SYRIZA fut un des fondateurs du Parti de la Gauche Européenne où il rejoignit des partis transfuges du communisme, (le PCF, le PCE, Links, Rifondazione Comunista) et des partis d'essence social-démocrate ou pseudo-gauchiste, comme le bloc des Gauches du Portugal ou le Parti de Gauche de Mélenchon[4]. Jusqu'en 2012 SYRIZA représente 3 à 4% de l'électorat. La faillite du PASOK se traduit aux élections de mai 2012 par un ralliement d'une partie de son électorat à SYRIZA qui devient le deuxième parti. Mais le KKE obtint plus de 10% des votants. Dans un contexte de recomposition politique et de crise économique majeure, où il s'agissait de faire payer cette dernière à la classe ouvrière et aux masses populaires, il n'était pas concevable pour la bourgeoisie grecque et européenne, que se constitue une coalition gouvernementale avec un parti communiste à 10% selon les dires d'un de ses représentants. On refit donc les élections en promouvant SYRIZA pour isoler les communistes. Les médias l'ont présenté comme l'unique alternative possible, comme porteuse des espoirs des masses populaires et, ce n'est pas négligeable, comme l'adversaire de la bourgeoisie y compris en l'attaquant violemment pour renforcer sa crédibilité. L'opération contre le KKE réussit partiellement (au plan électoral le parti recula de près de 45%) et il y eut un gouvernement Nouvelle Démocratie-PASOK, ce qui aurait pu se faire un mois avant, à moindre coût, si l'objectif n'avait pas été d'affaiblir les communistes ! SYRIZA devenait l'opposition officielle, gelant l'évolution possible d'une partie des travailleurs vers des positions révolutionnaires au nom du « réalisme ». Cependant le discours « radical » n'empêchait pas les contacts de moins en moins discrets avec le patronat, les dirigeants de l'UE et… les Etats Unis.

Pendant toute cette période des évènements du même type ont eu lieu dans un certain nombre de pays qui témoignent du fait qu'il ne s'agissait pas d'une « affaire grecque », mais bien de la mise en place d'un cadre politique nouveau, l'ancien cadre présentant des faiblesses aux yeux de la classe dominante, dès lors qu'il était rejeté par les travailleurs. C'est ainsi qu'on vit apparaître en Espagne les « indignés » et la naissance de PODEMOS. Au Portugal ce fut la promotion du Bloc des Gauches et aux USA le mouvement

4 Le PGE est financé par l'UE et en contrepartie il adhère au consensus sur l'existence de l'UE et de ses institutions tout en réclamant sur l'air des lampions « l'Europe sociale ». Il doit aussi condamner l'expérience du socialisme en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est. **Ce sont des conditions statutaires imposées!**

« Occupons Wall Street ». Ce dernier mouvement va avoir des ramifications en Suisse, au Danemark… Leurs composantes sociales comme leurs plates-formes, quelles que soient les différences de situation, présentent les mêmes caractéristiques : une forte prépondérance des éléments petits bourgeois et des couches intermédiaires ; une approche de la politique en terme de « consommateurs », et non en terme de classe donnant la priorité à l'organisation et à la lutte du prolétariat (en général perçu comme les seuls « cols bleus » en recul dans la société « post-industrielle ») ; un mépris souverain pour le mouvement syndical et la grève comme moyen de lutte ; une sensibilité aux thèmes écologiques sans lien avec la lutte contre le capital ; une critique morale du capitalisme (corruption, inégalité devant l'impôt, caractère injuste, spéculation…), visant un « capital financier » prétendument déconnecté de la production, induisant l'idée que la moralisation du capitalisme serait finalement l'objectif et donc qu'il existerait un bon capitalisme (le capitalisme industriel qui lui investirait dans la production !) qu'il faut maintenir (d'où l'absence de la revendication de l'appropriation collective des moyens de production et d'échange, remplacée par la demande d'un « nouveau partage des richesses ») ; une conception du féminisme typiquement bourgeoise, considérant la question féminine non pas dans son contexte de classe, comme une question fondamentale pour l'unité de la classe ouvrière et pour la bataille générale pour l'émancipation humaine, mais comme un problème de « genre » opposant les travailleuses aux travailleurs, préférant, de fait, la promotion des femmes de la bourgeoisie aux hommes en général et donc aux dirigeants prolétariens[5]; une valorisation des combats « sociétaux » encore une fois déliés de la lutte des classes… On ne s'étonnera donc pas que, tout comme SYRIZA, ces organisations et mouvements soient violemment anticommunistes et antisoviétiques. On reconnaitra là aussi le profil idéologique du Front de Gauche en France et de la Gauche Unie en Espagne. Et d'ailleurs tout ce beau monde, lorsqu'ils ont des élus aux élections

5 Dans ce domaine il y a plein accord avec la social-démocratie traditionnelle pour permettre aux femmes de la petite et moyenne bourgeoisie de participer à la course aux places en faisant croire que l'approche de la politique par les femmes aurait une spécificité (positive) qui atténuerait, voir supprimerait, toute position de classe. On ne peut mieux rendre service à la bourgeoisie ! Ces gens se félicitent de l'augmentation du nombre de femmes dans les conseils d'administration des groupes monopolistes et financiers, regrettant la « lenteur pour y arriver à la parité » (!). On stigmatise le prétendu « modèle patriarcal » (sic) du mouvement syndical et révolutionnaire du XX^{e} siècle. Et cela permet aussi de développer l'idée qu'il faut en finir avec le code du travail sous prétexte qu'il aurait été écrit à l'époque du dit « modèle patriarcal » de la famille etc … Pour un peu le patronat serait féministe !

européennes, siège dans le même groupe Gauche Unitaire Européenne / Gauche Verte Nordique.

Les élections de janvier 2015 en Grèce donnant la victoire à SYRIZA et ce qui s'en est suivi, a fait la démonstration de ce qu'il en est de la Gauche « Radicale » : hors de question de toucher à la politique mise en place par les gouvernements précédents — soumission à la manière dont le capital monopoliste et ses représentants ont l'intention de l'utiliser, et l'utilisent. Car il est hors de question de céder même quelques lentilles à cette nouvelle social-démocratie ! Qui faisant contre mauvaise fortune, bon cœur, n'a pas non plus fait montre de différence avec l'ancienne ! La crise est telle aujourd'hui que l'oligarchie financière ne veut lâcher aucun centime. Profitant d'un rapport des forces favorable, elle veut, à partir de la Grèce, procéder à une baisse drastique du prix de la force de travail sur l'ensemble du continent, tout en discréditant jusqu'à toute idée d'aménagement de sa politique fondamentale : tout pour l'accumulation et le profit.

C'est le même scénario qui se prépare avec PODEMOS en Espagne, en alliance avec le Parti socialiste (mais SYRIZA est bien allié lui, avec un parti d'extrême droite !), et que le Bloc des Gauches portugais aurait bien voulu mettre en scène si le PS portugais n'avait pas préféré … laisser la droite au gouvernement !

En aucun cas cependant il ne faut confondre les appareils politiques, qui s'inscrivent, qu'ils le veuillent ou non, dans le maintien du système capitaliste, dans la stratégie de la bourgeoisie monopoliste de gestion du cadre politique de sa domination, et les travailleurs qui peuvent les suivre en croyant à leur discours ou bien parce que « c'est le moindre mal » ! Mais ce sont bien cependant les positions politiques et idéologiques de ces partis et leurs dirigeants, qui font qu'ils sont intégrés par les monopoles dans leur système politique. Cette contradiction est illustrée par ce qui vient de se passer dans le Parti Travailliste en Angleterre qui révèle l'existence dans la classe ouvrière et dans la jeunesse de courants qui veulent lutter contre le capitalisme. L'élection comme leader de ce parti de Corbin s'est faite envers et contre tout. Mais au bout du compte, Corbin ne se propose pas autre chose que de gérer le système en l'humanisant un tant soit peu pour le rendre supportable, ce qu'illustre le fait que Piketty devienne son conseiller économique. Et donc, tout comme SYRIZA, il est « condamné » à

tourner le dos à ses engagements et à faire ce que la bourgeoisie monopoliste attend. Tout comme Mélenchon et Pierre Laurent s'ils devenaient crédibles! Car pour en sortir il n'y a pas d'alternative à l'affrontement, au renversement de l'appareil de domination de la bourgeoisie, à la révolution socialiste !

Le rôle des communistes : rallier la classe ouvrière à la révolution !

Ce que nous avons dit souligne, s'il en était besoin, l'importance de la reconstruction d'un parti communiste dans le pays, comme du mouvement communiste international. Il nous faut réfléchir à ce que doit être un parti communiste à partir de notre théorie, et à la stratégie que nous devons élaborer à partir de là. Car on ne peut se cacher que l'opportunisme ne date pas de la victoire de la contre-révolution, qu'il a même des racines antérieures à l'Eurocommunisme.

Le capitalisme est agonisant, mais son agonie peut durer, s'il ne détruit pas le monde, des dizaines d'années ! La défaite du socialisme a renforcé sa prétendue pérennité aux yeux de larges masses. Et ce sont elles qu'il faut reconquérir !

Par conséquent la tâche principale qui se pose aux communistes est la fusion du mouvement ouvrier d'aujourd'hui et du socialisme scientifique. Cela veut dire contribuer à redonner à la classe ouvrière (et aux masses populaires) la conscience d'elle même, de son rôle historique et la confiance que la victoire est possible. Les communistes, et leurs sympathisants doivent aider à organiser et soutenir les luttes contre l'offensive du patronat pour annuler les conquêtes sociales de la Libération, du Front Populaire et même d'avant (le code du travail). C'est dans ces luttes, sur les lieux de travail avant tout, que peut se réorganiser le mouvement révolutionnaire.

Au premier plan la lutte pour les salaires et les conditions de travail : ce sont les combat qui sont au cœur de l'affrontement de classe quotidien. Il suffit pour s'en convaincre de voir les campagnes patronales « sur le coût du travail » !

Cela nécessite une bataille idéologique et politique permanente dans le mouvement syndical contre ceux qui, au nom du « réalisme », se positionnent sur le terrain de la bourgeoisie : Il faut rejeter la position réformiste qui veut que quand la bourgeoisie parle de (contre) réformes il faut avoir des « propositions

alternatives » pour « ne pas toujours être négatif ». Au contraire il faut organiser la défense des acquis et repousser l'offensive de l'adversaire de classe ! Dans les conditions actuelles du rapport des forces, il doit être clair que toute « réforme » signifie reprise par le patronat et son Etat de ce qui a été concédé par le passé. C'est le cas pour la défense du statut des fonctionnaires[6]. Mais c'est aussi reprendre le combat pour récupérer le droit à la retraite à 60 ans, avec un nombre d'années de cotisation inférieures à 37 ans demi, et le retour du calcul du montant des pensions sur les dix meilleures années de la carrière dans le privé et du maintien des 6 derniers mois pour les fonctions publiques. Il faut unir les luttes syndicales sur la base du refus de toute remise en cause de ce que le prolétariat a conquis historiquement, condition pour la reconquête des droits perdus, et de droits nouveaux à conquérir.

Il faut s'opposer aux tentatives de division des travailleurs par la bourgeoisie, comme par certains secteurs de la petite bourgeoisie et de la bureaucratie syndicale : opposition des fonctionnaires au salariés du privé, des salariés hommes aux salariées femmes (c'est la mode), des jeunes aux plus anciens, des immigrés à ceux qui ne le sont pas, de ceux qui travaillent aux chômeurs… L'actualité nous fournit deux exemples intéressants ; celui des travailleurs de chez SMART et celui d'Air France. Dans le premier cas la majorité des travailleurs a voté pour le retour aux 39h payées 37, le collège ouvrier votant massivement contre et le collège cadre-techniciens-employés votant pour, fournissant au patronat l'occasion de renforcer ses campagnes contre le syndicalisme ! A Air France par contre l'ensemble des travailleurs, malgré la campagne idéologique scandaleuse visant à opposer les catégories de personnels, et le caractère démagogique populiste des attaques contre les pilotes, a fait front contre le chantage au plan de licenciement et montré sa détermination face aux laquais en livrée du capital que constituent les DRH – et la CFDT —, inspirant un vaste courant de sympathie du monde du travail. Dans la bataille contre la répression des 5 syndicalistes d'Air France, il revient aux communistes de faire réfléchir les travailleurs sur ces deux exemples, tout en montrant que les questions posées dans les deux cas ne concernent pas ces seules entreprises mais tous les travailleurs, que les ingénieurs et techniciens appartiennent à la classe ouvrière, — qui n'est pas une catégorie sociologique — et que leurs intérêts sont donc les mêmes que ceux qui sont directement à la production. En l'absence du Parti

6 Dont il faut se rappeler qu'il a été élaboré à la libération par Maurice Thorez

Révolutionnaire-Communistes personne ne tient ce discours, et pire, la CGT avec son Union Général des Ingénieurs Cadres et Techniciens participe à la division du prolétariat en assimilant ingénieurs et techniciens avec l'encadrement ! Plus généralement il faut organiser la solidarité politique et matérielle avec les grévistes, faire connaître dans les autres entreprises les revendications pour susciter la solidarité. Il faut aussi aider les travailleurs à s'organiser syndicalement sur des bases de classe.

Mais la lutte de classe révolutionnaire ne se réduit pas aux luttes économiques ! Les communistes doivent faire naitre ou progresser la conscience que le capitalisme doit être remplacé par une société reposant sur la propriété sociale des moyens de production et d'échange, où la planification centralisée permettra une gestion démocratique et harmonieuse des ressources pour la satisfaction des besoins de tous, où le pouvoir sera au service des travailleurs. Pour cela, qu'il est nécessaire de renverser la bourgeoisie et son Etat, de rompre avec l'Union Européenne qui est l'excroissance européenne de cet Etat de classe qui encadre l'exploitation de notre travail.

Parvenir à cet objectif, passe par un combat de tous les instants pour entrainer les travailleurs à avoir des revendications politiques (droits, libertés, mise en cause du système politique, lutte pour sortir de l'OTAN etc.) et pour intégrer dans leur lutte une dimension internationale. La bataille des communistes pour la révolution est indissociable d'une participation active au mouvement communiste international, car nos problèmes sont les problèmes de tous les communistes et des travailleurs du monde entier, aujourd'hui plus qu'hier, avec l'internationalisation de la production et des échanges. Cela passe par une bataille idéologique permanente pour rétablir la vérité sur ce qu'a été le socialisme en Union Soviétique, en RDA… et par l'organisation de la solidarité avec Cuba et la Corée Populaire. Pas par nostalgie, mais parce qu'il est évident que c'est notre crédibilité qui est en cause, et plus encore celle de la classe ouvrière à jouer son rôle historique.

Aucune occasion ne doit être laissé de côté pour réaliser nos tâches, en particulier en participant aux élections pour présenter nos analyses et propositions aux travailleurs, pour les faire se prononcer.